

Je me suis dit que nous, au Canada, étions probablement les gens les plus fortunés parmi ceux qui sont en guerre, ou même du monde entier. Notre sol n'a pas connu les horreurs de la guerre. Nous n'avons eu que peu de sacrifices à faire. Le rationnement est tel que nous pouvons nous procurer des quantités raisonnables des denrées rationnées. Et il me semble que, à notre titre de pays chrétien et démocrate, nous avons des devoirs à remplir à l'égard des peuples qui ont eu à souffrir de la guerre. Je sais qu'en ce moment, à cause des difficultés que comporte l'expédition de denrées alimentaires aux peuples affligés d'Europe, et du danger que ces aliments ne servent en définitive qu'à l'Allemagne,—et servent en effet à prolonger la guerre,—on ne cherche aucunement à faire parvenir des vivres aux femmes et aux enfants affamés d'Europe. Après la guerre, nous devons nous efforcer, à titre de pays chrétien et en vue d'exercer sur un plan national et non particulier la charité chrétienne, de faire notre part en vue de secourir ces gens. Il me semble que, par cette mesure, nous ne faisons que le moins qu'on puisse attendre de nous. Je le répète, j'aimerais que nous fassions encore davantage.

J'aimerais voir, le plus tôt possible, l'exécution de ce programme confiée à des associations civiles. Je sais que la chose est prévue, mais je crois que le Canada devrait voir à ce que cette mesure ne soit utilisée d'aucune façon comme une sorte de moyen militaire pour assurer le bon ordre. Je l'ai dit tout à l'heure, tenant compte des personnes associées aux termes de l'accord de l'UNRRA, nous n'avons pas à craindre, ce me semble, que ce plan serve de moyen politique tendant à l'établissement d'un genre particulier d'organisation politique dans les pays libérés de la domination d'Hitler.

J'aimerais toucher à d'autres questions, mais je crois que nous pourrions les discuter plus effectivement à mesure que nous avancerons dans l'étude de ce bill. Tout en nous permettant de donner quelques conseils, nous accueillons de bonne grâce une telle mesure. Nous approuvons l'établissement de cette association comme un moyen de fournir des vivres aux populations dans la misère,—et aussi de leur rendre bien d'autres services. Nous croyons que c'est un pas dans la bonne voie, et nous espérons que ce sera peut-être là le point de départ d'une meilleure base de relations entre les citoyens de tous les pays du monde, grâce à laquelle le monde pourra être davantage tenu pour un tout, du moins pour ce qui est des bonnes choses qui lui sont dévolues. Que tout Canadien se rende bien compte que nous avons une part du devoir de nourrir, de maintenir les conditions sociales et les conditions hygiéniques des indigènes de toutes les îles et aussi des autres pays du monde. Nous devons com-

prendre en même temps qu'aucune nation ne peut être toujours prospère, toujours heureuse ou toujours progressive à moins de s'associer aux autres nations pour assurer le progrès, la santé, la nourriture, la prospérité et autres avantages de ce genre à tous les autres pays du monde. La leçon que nous ont apprise ces deux guerres doit être, à mon sens, que personne ne peut vivre isolé, que nous faisons tous partie d'une grande communauté mondiale et que tout ce qui peut faire tort à un pays sera inévitablement, un jour ou l'autre, le sort réservé à tous les autres.

(Texte)

M. LIGUORI LACOMBE (Laval-Deux-Montagnes): Monsieur le président, je ne partage pas les vues exprimées par les collègues qui m'ont précédé, concernant la discussion de la résolution actuellement à l'étude. Si le Gouvernement prenait les moyens nécessaires pour protéger la famille, l'éducation de la jeunesse, l'agriculture, le commerce, l'industrie civile, enfin toute l'économie de la nation, il ne proposerait pas aujourd'hui une telle mesure. Malgré nos avertissements et nos protestations, il a désorganisé le foyer, non seulement en permettant mais en encourageant de toutes ses forces le travail de la mère de famille dans les industries de guerre. Cette erreur est une des plus lamentables que le Gouvernement ait commises. Il a frappé la société, dont la famille est la cellule vivante, en plein cœur. Grâce à une propagande effrénée, il a enrôlé sous les drapeaux des milliers et des milliers de femmes. Il a dépensé pour la guerre plus de quinze mille millions. Il a donné l'argent du peuple par milliards à des nations qui peuvent cent fois nous acheter. Il a, par son fait et sa faute, créé la grande migration des jeunes cultivateurs vers les villes, ou les a gardés dans l'armée au détriment de l'agriculture, dont l'armée et la population civile ont tant besoin. Il veut maintenant dépenser dix millions de plus en largesses et en cadeaux. Quand donc finira cette danse des milliards? Il y a une limite aux impôts et aux emprunts. Avons-nous été assez gavés de promesses violées? Les dépenses de guerre prennent une ampleur effroyable. Quiconque a entendu le gouverneur de la Banque du Canada récemment en est resté atterré. C'est un gouffre sans fond où disparaît toute notre structure économique. Et nos gouvernements ne s'en émeuvent pas. Ils continuent de dépenser des milliards et des milliards. Ils lancent des emprunts dont les chiffres s'alignent sans fin. Maintenir l'équilibre économique serait si facile si le Gouvernement voulait seulement administrer avec économie et sauvegarder nos familles, notre commerce, notre agriculture, nos industries et notre économie. Ce